

Olivier Esteves La préférence nationale votée à l'Assemblée va renforcer des stéréotypes racistes

Le spécialiste de la culture et de la politique des pays anglophones estime que la nouvelle loi sur l'immigration ne fera qu'aggraver certains préjugés qui associent les étrangers et leurs descendants à l'oisiveté

On trouve beaucoup de choses aux Archives nationales du monde du travail, à Roubaix (Nord), notamment les documents personnels de prêtres-ouvriers, comme ceux de Francis Philippe. Lors d'une « journée des immigrés » à Maubeuge (Nord), en février 1972, ce clerc antiraciste dressa une liste des clichés qu'il entendait tous les jours, et parmi les plus fréquents, il cita : « Ils vivent sur la Sécurité sociale, et vivent sur les allocations familiales. »

Un demi-siècle plus tard, alors que la France a adopté le 19 décembre une nouvelle loi sur l'immigration, cette archive montre, avant même la création du Front national [l'ancien nom du Rassemblement national, RN] et le choc pétrolier, l'enracinement profond d'une représentation collective qui a exercé une influence importante à l'Assemblée nationale et encore plus au Sénat.

Les immigrés viendraient en France principalement pour « profiter du système ». C'est un argument en apparence contradiction avec celui, plus connu, selon lequel « ils viennent pour nous voler nos emplois », mais les deux sont parfaitement complémentaires.

Ce stéréotype de l'oisiveté des immigrés revêt une forte dimension postcoloniale, comme le montrent certaines expressions racistes : le « travail d'Arabe » (vite fait, mal fait). L'écrivain franco-tunisien Albert Memmi, dans son classique *Portrait du colonisé*, publié en 1957, l'avait bien senti, lui qui parlait dès ses premières pages du « trait de paresse », qui « semble recueillir l'unanimité des colonisateurs, du Liberia au Laos, en passant par le Maghreb ». Ce cliché lui-même légitimait l'exploitation des indigènes.

Rejet islamophobe

De toute façon, « il est plus économique d'utiliser trois colonisés qu'un Européen », nous dit Albert Memmi. Plus d'un demi-siècle plus tard, et en plein débat sur la loi « immigration », les intérêts patronaux ne s'y sont pas trompés, les dispositions sur les « métiers en tension » étant rédigées pour eux.

On notera enfin que, pour une fois, et dans ce domaine précis, le gouvernement français a décidé de ne pas écouter le Mouvement des entreprises de France [qui a indiqué, le 19 décembre, que la France avait un besoin massif d'immigration], à

présent que la dernière mouture de la loi a considérablement affaibli les dispositions sur les « secteurs en tension ».

La loi votée à l'Assemblée sépare les groupes d'immigrés entre les ressortissants de l'Union européenne et les autres, les non-Blancs, les Africains, les musulmans. Par un effet de ricochet stigmatisant, ce texte va également alimenter la suspicion vis-à-vis des minorités ethniques, des personnes françaises issues de l'immigration postcoloniale. Cette loi entérine l'idée que certains Français auraient décidément une « francité » déficiente.

Car eux aussi sont soupçonnés d'être des assistés et de profiter

des aides sociales. Ils ont d'ailleurs bien intériorisé ce stéréotype qui les accable, comme le montrent nos travaux de terrain. Imène [les prénoms cités dans cette tribune ont été changés] est issue d'une petite ville de Savoie et porte un foulard. Elle travaille comme sage-femme du côté de Birmingham [Royaume-Uni] depuis quatre ans.

Formée par l'université française, elle n'a jamais trouvé de travail à la hauteur de ses diplômes à cause de son hidjab, et elle dit : « On n'est pas des assistés, on ne veut pas gratter les aides de l'Etat ! Nous, on veut travailler, en fait. Mais on ne nous laisse pas travailler. »

Sophie, de Vénissieux [Rhône], évoque ses rendez-vous humiliants à Pôle emploi. Elle raconte comment les employés de guichet lui disaient qu'avec « son accoutrement » (son foulard), il était clair qu'elle ne voulait pas travailler. Elle vit à Londres depuis dix ans.

On voit à travers ces exemples que la préférence nationale votée à l'Assemblée va renforcer des stéréotypes racistes dans un contexte d'intensification du rejet islamophobe alimenté par les médias réactionnaires.

On est à Birmingham le 20 avril 1968. Enoch Powell, une figure de la droite britannique, prononce un discours instantanément célèbre contre « l'invasion immigrée » (non blanche), qui suscite l'admiration de Renaud Camus, idéologue du « grand remplacement ». Dans les deux semaines qui suivent, Powell reçoit 100 000 lettres, dont 90 % de soutien.

Archives du Brexit

Etonnamment, quand on regarde le contenu de ces lettres, on s'aperçoit que l'argument « les immigrés viennent voler nos emplois » n'est que très peu utilisé, alors que l'argument « ils viennent profiter des aides sociales » est récurrent. Pourquoi, demande-t-on, des Jamaïcains, Pakistans ou Indiens, habitués de climats chauds, viendraient vivre à Manchester, Leeds ou Birmingham, villes au « climat dégueulasse » ? C'est que les aides sociales sont irrésistibles. On trouve dans ces lettres les archives du Brexit.

On pourrait aisément multiplier les exemples, suggérant que le stéréotype de « leur oisiveté » dépasse les frontières et les bornes chronologiques. On pense aux controverses aux

Etats-Unis sur les *welfare queens* [« reines de l'Etat-providence »], forcement noires, ou l'expression insultante, au Canada, d'*Indian time* [« temps indien »], qui fait écho à la prétendue paresse des peuples premiers.

Certes, l'expression employée par la recherche anglophone de *welfare chauvinism*, qui exprime la préférence nationale en matière d'accès à l'Etat-providence, n'a pas de traduction directe et claire en français, mais c'est bien ce nationalisme qui vient de triompher. Cette victoire idéologique que salue Marine Le Pen [la présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale], c'est aussi celle d'un parti qui pourfend les « assistés » dans ses programmes, en laissant fréquemment entendre, sans vraiment le dire clairement, que ceux-ci sont noirs, musulmans, ou les deux à la fois. ■

Olivier Esteves est professeur à l'université de Lille et spécialiste de la culture et de la politique des pays anglophones

LES IMMIGRÉS VIENDRAIENT EN FRANCE PRINCIPALEMENT POUR « PROFITER DU SYSTÈME »